

1 - Actualité nationale et internationale

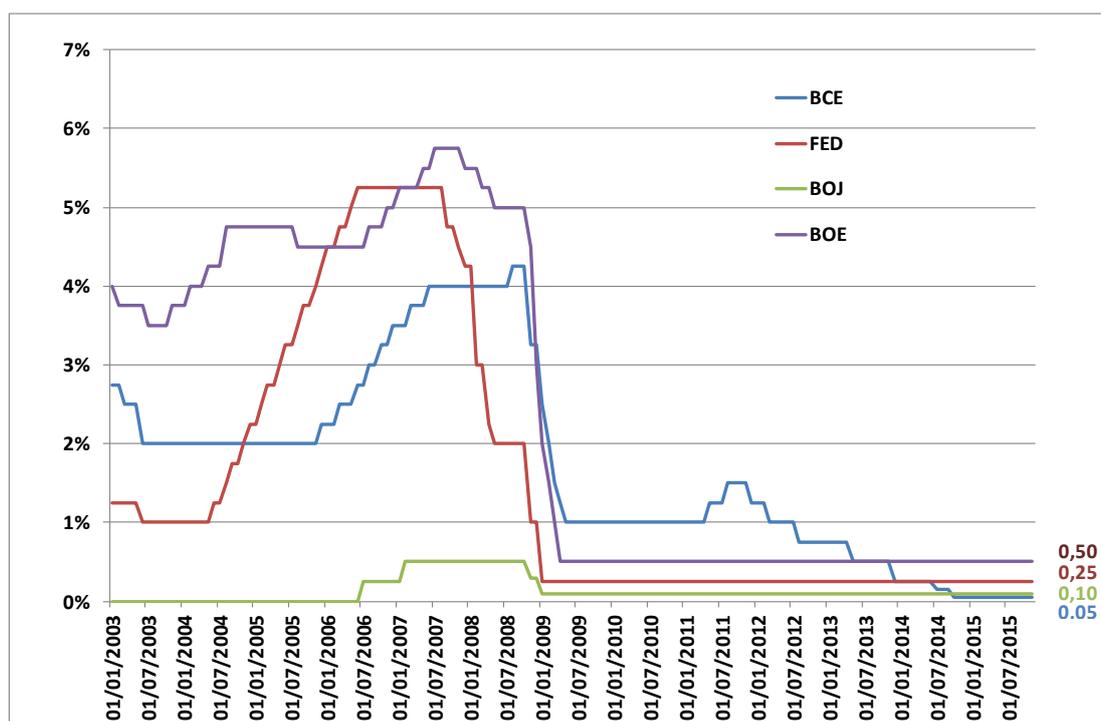
Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4% de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

France : diminution sur un mois

Fin septembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 547 800. Il diminue de 0,7 % sur un mois (soit -23 800 personnes) et augmente de 3,1 % sur un an.

Europe : la baisse continue

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume-Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

France : légère hausse de l'IPC

En octobre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après -0,4 % au cours du mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il croît également de 0,1 %. Sur un an, les prix à la consommation sont en légère hausse (+0,1 %) après deux mois consécutifs de stabilité.

Hausse de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % en septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

Banque de France

Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain

Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf

Actualité législative

Arrêté du 21 octobre 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) :

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925

Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire :

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT000031393266

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

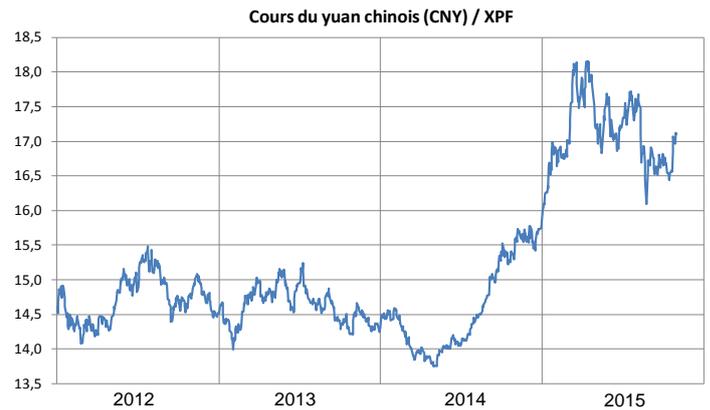
- NE n° 173 – [Premières tendances Nouvelle-Calédonie 3e trimestre 2015](#) – Nov. 2015

- Infos financières – [Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au 3^e trimestre 2015](#) – Nov. 2015

2 – Actualité régionale

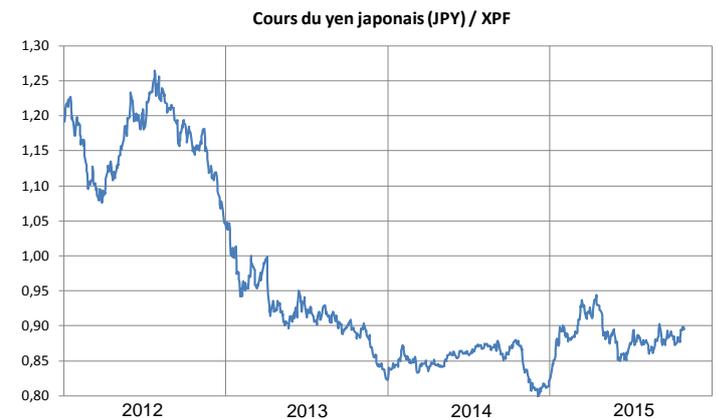
Chine : baisse du taux directeur

La Banque populaire de Chine (BPC) a annoncé, le 23 octobre, une baisse de ses principaux taux d'intérêt et une réduction des taux de réserves obligatoires des banques, afin de soutenir la croissance économique. Le taux de prêt à un an et le taux de dépôt à un an sont abaissés d'un quart de point, respectivement à 4,35 % et 1,50 %.



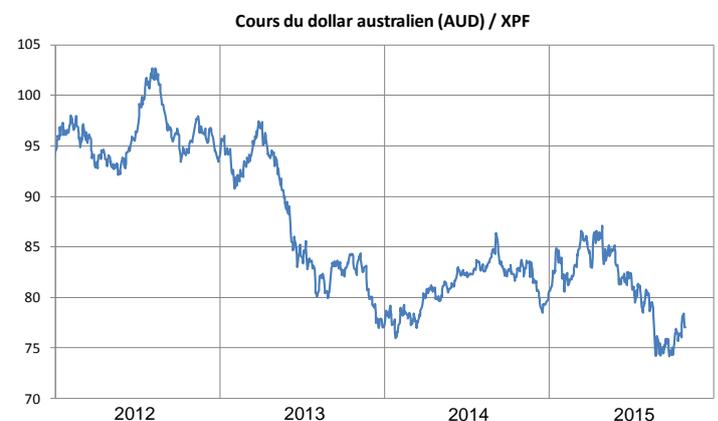
Japon : pas d'intervention de la banque centrale

La Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 30 octobre 2015, de maintenir en l'état sa politique monétaire. Elle a cependant admis qu'elle ne parviendrait pas à atteindre son objectif d'inflation de 2 % d'ici mi-2016 et a repoussé de six mois cet objectif à fin 2016, en précisant toutefois que ce délai dépendra étroitement de l'évolution des prix du pétrole. La croissance du PIB pour l'année fiscale, qui se termine en mars 2016, est attendue à 1,2 % au lieu de 1,7 %.



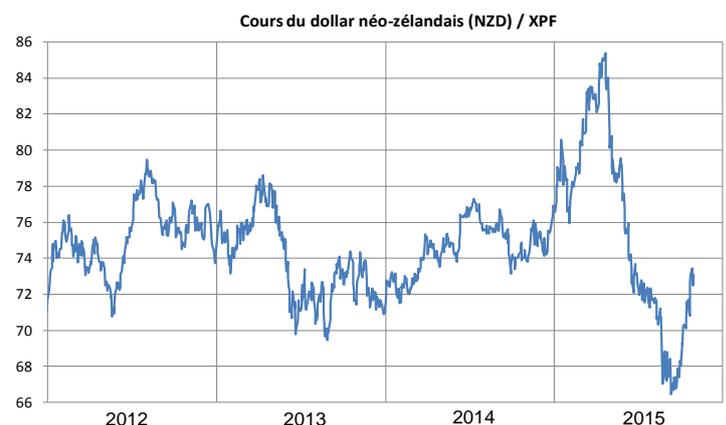
Australie : maintien de taux à un niveau bas

Le 2 novembre 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu pour le septième mois consécutif son taux directeur à 2 %. Selon les données du bureau australien des statistiques publiées le 12 novembre, le taux de chômage est descendu à 5,9 % en octobre contre 6,2 % en septembre. Le nombre de personnes disposant d'un travail a ainsi connu une progression de 58 600, soit +0,5 %.



Nouvelle-Zélande : taux directeur inchangé

Depuis sa dernière réunion du 10 septembre 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a laissé inchangé son principal taux directeur à 2,75 %.



3 – Brèves économiques locales

Interventions de l'Etat : les contrats de développement 2011-2015 et la défiscalisation nationale prolongés

Le 27 octobre 2015, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté un projet de délibération habilitant le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à signer l'avenant portant prolongation en 2016 du contrat de développement État-intercollectivités 2011-2015. Les engagements des opérations, réalisés fin 2015 à 71,8 % sur une part Etat de près de 49 milliards de F CFP, pourront ainsi être poursuivis en 2016.

Par ailleurs, la défiscalisation nationale sur les investissements productifs et le logement social a été prolongée jusqu'en 2025, contre une date butoir auparavant fixée à fin 2017. Cette prolongation est intervenue par un vote de l'Assemblée Nationale le 12 novembre 2015 dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2016. Elle s'applique également aux autres collectivités françaises à fiscalité propre, dont la Polynésie française, et Wallis-et-Futuna. En octobre 2015, les principaux dispositifs locaux de défiscalisation de Nouvelle-Calédonie avaient eux aussi été prolongés (2018 pour la défiscalisation sur le logement intermédiaire ; 2022 pour les crédits d'impôt en soutien à l'investissement économique).

CESE : nominations pour la période 2015-2020

Le Conseil économique, social et environnemental national (CESE) est entré le 16 novembre 2015 dans une nouvelle mandature de cinq ans. Les 11 conseillers du groupe de l'Outre-Mer ont été désignés le 6 novembre par décret du Premier ministre, sur proposition de la ministre des Outre-Mer. Didier Guénant-Jeanson, qui a été 17 ans secrétaire général du syndicat USOENC, représentera la Nouvelle-Calédonie. Couramment désigné comme « troisième chambre de la République », le CESE compte 233 membres représentant la « société civile », chargés de conseiller le Gouvernement et le Parlement dans la mise en place des politiques publiques. Le CESE de Nouvelle-Calédonie doit lui aussi voir ses membres renouvelés cette année, la dernière mandature s'étant achevée en mai 2015.

Échanges bilatéraux : les relations économiques régionales de la Nouvelle-Calédonie à l'honneur

Steven Ciobo, ministre australien du développement international et de la zone Pacifique a rencontré le 2 novembre 2015 le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa afin d'échanger sur les relations commerciales liant les deux pays. Alors que la balance des transactions courantes reste nettement déficitaire au détriment de la Nouvelle-Calédonie (-25 milliards de F CFP en 2013), des voies d'approfondissement des échanges ont été identifiées dans les secteurs du tourisme et de l'aide à l'export. La question de l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie au Forum des Îles du Pacifique en tant que membre à part entière a également été évoquée.

Florence Jeanblanc-Risler, Ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, était également sur le territoire début novembre. Une rencontre avec Philippe Germain, président du Gouvernement, a permis notamment de renouveler la mission d'Yves Lafoy, délégué pour la Nouvelle-Calédonie en Nouvelle-Zélande. M. Lafoy est l'unique représentant diplomatique de la Nouvelle-Calédonie dans la région Pacifique, un schéma néanmoins amené à se développer. Mme Jeanblanc-Risler s'est par ailleurs entretenue avec plusieurs représentants socio-professionnels locaux sur les possibilités d'approfondissement des relations commerciales Nlle-Zélande/Nlle-Calédonie.

Nickel : nouvelle autorisation d'exportation réhaussée vers le Japon

De nouvelles demandes d'autorisation d'exporter ont été examinées par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lors de sa réunion du 3 novembre 2015. La Société des Mines de la Tontouta (SMT) a obtenu une révision à la hausse de ses exportations autorisées de minerai vers le Japon (société Sumimoto Metal Mining Co. Ltd). Les volumes autorisés sont portés pour 5 ans à 650 000 tonnes humides (contre 500 000 auparavant), avec un teneur maximale de 2 % de nickel contenu par cargaison. Le 27 octobre 2015, le gouvernement avait accédé à la demande du groupe Maï Kouaoua Mines (MKM) d'exporter vers la Chine (165 000 tonnes humides de minerai à faible teneur et 165 000 tonnes humides de minerai « blend » pour une durée de 18 mois) ; les demandes d'export vers la Chine des sociétés SMT, SMGM et SLN ont en revanche été rejetées à ce stade.

Agriculture : constitution d'une interprofession fruits et légumes

Seize acteurs de la filière fruits et légumes de Nouvelle-Calédonie se sont constitués en interprofession le 5 novembre 2015. Producteurs, grossistes, distributeurs et restaurateurs souhaitent ainsi mieux anticiper les productions pour améliorer l'approvisionnement du marché et aboutir à une baisse des prix pratiqués.

Innovation : tenue du séminaire du Pacifique sur l'innovation à la CPS

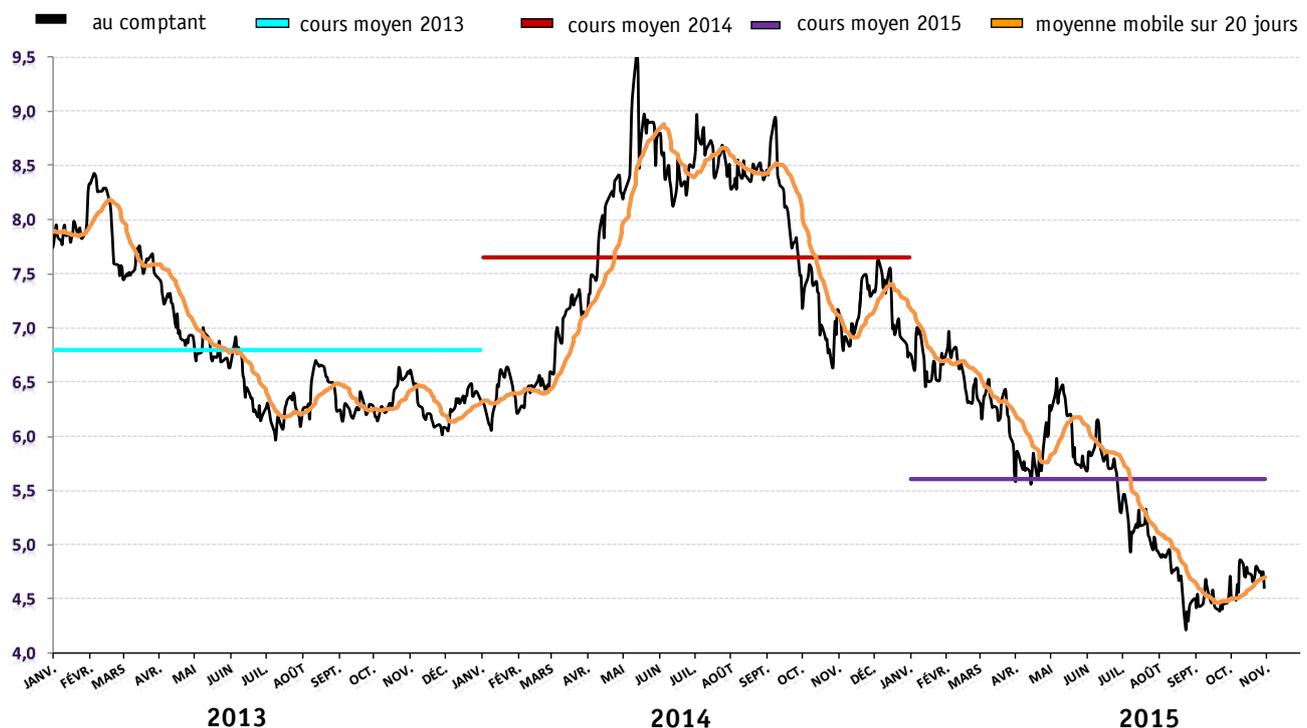
Un séminaire consacré à l'innovation dans le Pacifique s'est tenu les 5 et 6 novembre 2015 au secrétariat de la Communauté du Pacifique à Nouméa. Organisé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sous l'égide de l'OCTA, il a réuni des acteurs de l'innovation des Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM) associés à l'Union Européenne – Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		oct.-15	106,32	0,3%	1,0%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-15	7 221	7,3%	2,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	sept.-15	12 683	-2,0%	-19,2%
	cumulées	sept.-15	104 407	-	-1,4%
Importations	mensuelles	sept.-15	23 349	-6,0%	-11,1%
	cumulées	sept.-15	218 322	-	1,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		oct.-15	4,69	4,5%	-34,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		oct.-15	498	4,5%	-25,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-15	423	70,5%	-9,5%
	cumulées	sept.-15	3 442	-	-5,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-15	9 576	-6,3%	17,6%
	cumulées	sept.-15	69 576	-	19,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juil.-15	11 487	40,8%	24,0%
	cumulés	juil.-15	60 625	-	13,7%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	déc.-14	53 119	3,5%	-4,9%
	cumulés	déc.-14	566 971	-	-6,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-14	62,9%	- 7,4 pt	+ 2,3 pts
• Croisiéristes		juin-15	209 202	-	0,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		oct.-15	101,99	0,1%	0,6%
• IRL (p)		oct.-15	120,20	0,0%	0,3%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-15	20	-81,7%	-46,7%
	cumulées	sept.-15	638	-	-24,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-15	30	-82,4%	-39,9%
	cumulées	sept.-15	1 010	-	-19,8%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-15	562	9,3%	-6,3%
	cumulées	oct.-15	5 126	-	-4,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-13	oct.-14	oct.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 350	16 099	18 580	-1,5%	15,4%
Dépôts à vue	270 519	302 543	331 337	11,8%	9,5%
Total M1	286 869	318 642	349 917	11,1%	9,8%
M2-M1	108 871	114 324	115 973	5,0%	1,4%
Total M3	598 119	603 894	640 322	1,0%	6,0%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 464	437 141	463 311	-3,8%	6,0%
Ménages	405 638	409 744	421 967	1,0%	3,0%
Collectivités locales	67 761	76 941	99 182	13,5%	28,9%
Autres agents	16 483	13 553	18 011	-17,8%	32,9%
Total encours sain	944 347	937 379	1 002 472	-0,7%	6,9%
Créances douteuses brutes	21 350	29 553	29 839	38,4%	1,0%
Total encours brut	965 696	966 932	1 032 310	0,1%	6,8%

Interdits bancaires

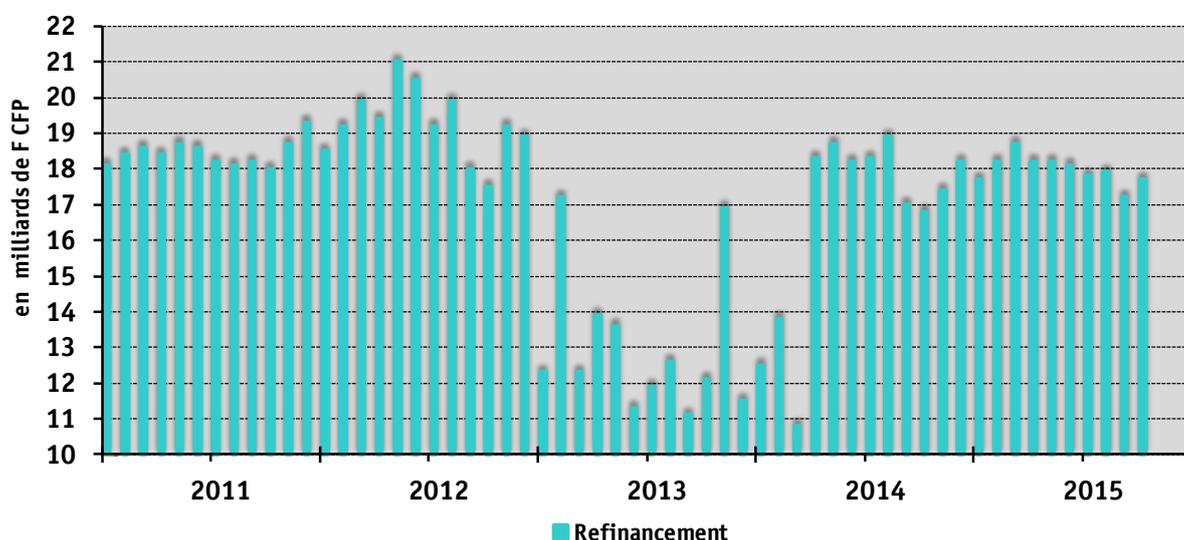
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	oct.-15	7 772	-0,1%	-0,2%
	dont personnes physiques	oct.-15	6 850	-0,5%	-0,9%
	dont personnes morales	oct.-15	922	2,6%	4,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	oct.-15	18 186	0,9%	5,9%
		oct.-15	5 725	1,8%	9,9%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-15	17,7	2,5%	4,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	oct	105,3	106,3	1,0%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	56 516	58 716	3,9%
dont entreprises sans salarié	sept	49 969	52 353	4,8%
créations d'entreprises (p)	sept	2 597	2 653	2,2%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 618	2 398	-8,4%
liquidations judiciaires	sept	63	59	-6,3%
redressements judiciaires	sept	46	36	-21,7%
personnes morales en interdiction bancaire	oct	879	922	4,9%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept	5 900	4 814	-18,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	oct	3 084	2 568	-16,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	91 407	92 066	0,7%
dont secteur privé	juin	65 579	66 032	0,7%
dont secteur public	juin	25 828	26 033	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	7 049	7 221	2,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 295	7 272	-0,3%
chômeurs indemnisés	sept	2 430	2 388	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	oct	6 910	6 850	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 592	2 095	-19,2%
incidents paiements sur chèques	oct	24 420	21 405	-12,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	oct	5 339	5 126	-4,0%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	sept	11 366	11 513	1,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
Echanges				
nombre de touristes	juil	53 319	60 625	13,7%
nombre de croisiéristes	juin	208 300	209 202	0,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	déc	56,6%	58,6%	1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	7,74	5,63	-27,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	7,15	4,69	-34,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	3 638	3 442	-5,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	15 999	16 183	1,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	58 279	69 576	19,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	81 547	77 030	-5,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	844	638	-24,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	1 259	1 010	-19,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	98 805	94 223	-4,6%
part de ces produits dans le total des exportations	sept	93,3%	90,2%	-3,1 pts
total des importations (M FCFP)	sept	216 094	218 322	1,0%
total des exportations (M FCFP)	sept	105 847	104 407	-1,4%
taux de couverture	sept	48,98%	47,82%	-1,2 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	35 719	36 919	3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	oct	302 543	331 337	9,5%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	oct	318 642	349 917	9,8%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	oct	432 966	465 890	7,6%
Dépôts à terme	oct	170 928	174 432	2,0%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	oct	603 894	640 322	6,0%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	oct	4 060	4 863	19,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	3,88%	3,14%	-0,7 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	3,97%	3,66%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,47%	3,08%	-0,4 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	6,60%	6,18%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	966 932	1 032 310	6,8%
Ménages	juin	409 744	421 967	3,0%
dont crédits à la consommation	juin	73 290	72 557	-1,0%
dont crédits à l'habitat	juin	330 988	343 803	3,9%
Entreprises	juin	437 141	463 311	6,0%
dont crédits d'exploitation	juin	74 670	76 984	3,1%
dont crédits d'investissement	juin	229 676	242 526	5,6%
dont crédits à la construction	juin	117 822	131 082	11,3%
Collectivités locales	juin	76 941	99 182	28,9%
dont d'investissement	juin	75 082	96 684	28,8%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	13 553	18 011	32,9%
créances douteuses brutes	juin	29 553	29 839	1,0%
taux de créances douteuses brutes	juin	3,1%	2,9%	-0,2 pt
ensemble des actifs financiers	juin	710 288	753 721	6,1%
Ménages	juin	382 948	398 349	4,0%
Sociétés	juin	217 966	242 143	11,1%
Autres agents	juin	109 374	113 229	3,5%
dont assurances-vie	juin	109 764	116 257	5,9%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	30/10/2015	30/09/2015	Var. M-1	taux	date d'effet	
EONIA	-0,1290%	-0,1220%	- 0,007 pt	6,60%	15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	-0,1190%	-0,1130%	- 0,006 pt			
EURIBOR 3 mois	-0,0680%	-0,0400%	- 0,028 pt			
EURIBOR 6 mois	0,0060%	0,0290%	- 0,023 pt			
EURIBOR 12 mois	0,1070%	0,1420%	- 0,035 pt			

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015		
	oct.-15	sept.-15	Var. M-1	taux	JORF	
TMO	1,0500%	1,2400%	- 0,190 pt	4,29%	24/06/2015	
TME	0,8500%	1,0400%	- 0,190 pt	autres cas		
				0,99%		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015
taux JJ	0,200%	0,150%	0,245%	nd	nd	nd	0,420%	0,470%	0,475%
3 mois	0,630%	0,540%	0,490%	nd	nd	nd	0,810%	0,620%	0,670%
10 ans emprunts phares	nd	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd	1,770%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Prêts-relais	4,19%	Découverts en compte	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,97%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,45%	Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,84%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,3160	1 NZD/XPF	72,9011	1 HKD/XPF	13,9762	1 GBP/XPF	166,1539	
100 JPY/XPF	89,8041	1 AUD/XPF	76,7703	1 SGD/XPF	77,2624	100 VUV/XPF	99,8818	1 FJD/XPF	51,4228